

Résolutions

**Telles qu'adoptées par le 55e Congrès de L'Internationale Libérale,
Belfast, 15-18 Mai 2008**

<<Le Monde Aujourd'hui>>

Asie

Le Congrès de L'Internationale Libérale félicite le Conseil des Libéraux et Démocrates Asiatiques (CALD) pour la conférence internationale sur la migration qu'il a tenue en Mars en Thaïlande et applaudit son rôle dans la diffusion de politiques et de principes libéraux dans la région.

L'Internationale Libérale approuve fortement la mise en place de la Charte ANASE en Novembre 2007 qui engage les membres de l'ANASE 'à renforcer la démocratie, améliorer les pratiques de bonnes gouvernance et l'État de droit, et à promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.' Le Congrès encourage vivement les membres de l'ANASE à appliquer les principes exposés dans la Charte et à promouvoir les droits de l'homme et les idées démocratiques dans la région.

Le Congrès approuve le projet innovant de micro-crédit conduit au Bangladesh, comme mesure donnant à ses citoyens, en particulier les femmes, suffisamment d'autonomie pour améliorer leur statut économique. L'Internationale Libérale encourage vivement le gouvernement du Bangladesh et la communauté internationale à continuer d'investir dans l'éducation et à encourager la participation des femmes en politique ainsi que la promotion des droits des femmes.

Ce Congrès dénonce l'oppression du peuple Birman par la dictature militaire et condamne plus particulièrement : la persécution incessante des minorités ethniques ; la suppression brutale de dissidents politiques et religieux ; l'usage généralisé du travail forcé ; l'insécurité alimentaire et la forte détérioration des normes sanitaires, en particulier parmi les femmes et les enfants ; la destruction irréflectée des forêts vierges ; et la poursuite de la détention de Aung San Suu Kyi. Nous déplorons l'inefficacité des interventions de l'ONU et la connivence du gouvernement Communiste Chinois avec la junte militaire. Nous approuvons les signes indiquant que les autres États de l'ANASE sont critiques vis-à-vis de la dictature et insistons pour que tous les gouvernements démocratiques soient vigilants, et ne protestent pas uniquement lorsque les crimes de la junte apparaissent à la télévision.

Nous refusons de reconnaître la légitimité de toute proposition constitutionnelle produite par la Convention Nationale tant qu'elle n'inclue pas le NLD et d'autres partis politiques, et nous encourageons fortement la Convention Nationale à présenter une feuille de route vers la démocratie qui rende véritablement compte des souhaits du peuple Birman au lieu de consolider l'hégémonie des militaires au pouvoir.

L'Internationale Libérale condamne vigoureusement l'assassinat de Benazir Bhutto, l'ancienne premier ministre du Pakistan et lauréate du prix international libéral pour la liberté en 1989. Nous approuvons le retour de la démocratie dans le pays. Il est essentiel que le gouvernement de coalition au Pakistan travaille vers une société démocratique pour son peuple.

Le congrès exprime sa forte préoccupation concernant la violence continue au Tibet et demande aux dirigeants chinois de s'engager vers une réconciliation pacifique par le dialogue avec les représentants tibétains pour assurer la stabilité de la région, et exige le respect des Droits du Homme dans l'ensemble de la Chine et au Tibet en particulier. Si la Chine ne change pas sa politique de répression brutale au Tibet et n'entame pas le dialogue avec le Dalai Lama, les chefs politiques internationaux, y compris les chefs d'État et de gouvernement et les ministres, devraient envisager de ne pas se présenter à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques à Pékin qui aura lieu plus tard dans l'année.

Le congrès demande à la Chine de conduire des discussions pacifiques avec Taiwan, basées sur le respect et le bénéfice mutuel, afin de résoudre les différends qui ont tendu les relations entre les deux pays.

L'Internationale libérale demande également au gouvernement chinois de respecter les opinions des habitants de Hong Kong, d'appliquer tous ses engagements internationaux et d'organiser des élections directes pour le Représentant en Chef à Hong Kong d'ici 2012. L'Internationale Libérale demande un dialogue continu avec les dirigeants chinois, et souligne l'importance de l'élection démocratique de dirigeants qui demandent de mettre fin aux violations de droits de l'homme, de la libération immédiate des prisonniers politiques, et du respect de la liberté d'expression des individus et des médias.

L'Internationale Libérale note avec inquiétude l'accroissement tragique du nombre de victimes parmi les civils dans l'ensemble du Sri Lanka et demande fermement le retour au dialogue de toutes les parties ainsi que l'amélioration de la situation des droits de l'homme pour laquelle un engagement plus important est exigé de tous les côtés.

L'Internationale Libérale note avec inquiétude les régulations concernant le droit à la liberté et le droit de rassemblement imposés par le gouvernement de Singapour. Ce n'est pas en décourageant la participation ou la tenue de manifestations et d'audiences publiques par les citoyens de Singapour ou les partis d'opposition que Singapour donnera l'image de pays démocratique qu'il souhaiterait présenter.

Le congrès de l'Internationale Libérale invite le gouvernement des Philippines à aborder le problème de la corruption. Le gouvernement doit combattre la corruption à tous les niveaux de gouvernement afin d'offrir à sa population une administration efficace.

Le congrès condamne vigoureusement la politique unilatérale d'appropriation des terres par le gouvernement cambodgien, ainsi que le traitement injuste et l'utilisation continue de tactiques d'intimidation politique contre les partis d'opposition cambodgiens. Le congrès demande au gouvernement cambodgien d'assurer la tenue d'élections nationales libres et justes en juillet 2008 et de mettre fin aux violentes expulsions à l'intérieur du pays afin d'assurer à sa population des conditions de vie et de protection adéquates.

Le congrès condamne l'utilisation des armes nucléaires comme menace par le dirigeant de la Corée du Nord et recommande aux dirigeants tant de la Corée du Nord que de la Corée du Sud de s'engager dans un dialogue constructif pour la paix et la sécurité de l'Asie du Nord-Est comme du monde. Le congrès note également avec de fortes préoccupations les violations flagrantes des Droits du Homme par le gouvernement communiste et exige que le gouvernement Nord-Coréen améliore la situation des droits de l'homme de son pays.

L'Internationale Libérale reconnaît le développement de l'économie Indienne et sa position de démocratie connaissant la croissance la plus rapide du monde. Le rôle de l'Inde est extrêmement important pour la promotion des valeurs démocratiques dans la région. Le congrès invite également le Gouvernement Indien à faire bon usage de sa prospérité économique et à approfondir plus encore sa pratique démocratique.

Afrique

L'Internationale libérale continue de soutenir le réseau libéral africain et son objectif de renforcement de la démocratie libérale en Afrique en aidant et en encourageant les partis libéraux africains et en observant les élections à travers le continent.

Une condition sine qua non pour que le continent africain devienne prospère est que le développement économique soit accompagné de bonne gouvernance, de démocraties multipartistes, de l'état de droit, du respect des Droits de l'Homme et de la lutte contre la corruption.

Les libéraux croient qu'une éducation de qualité est l'une des clefs cruciales pour l'autonomie des individus et la mobilité sociale, le développement politique, et la croissance économique. L'Internationale libérale encourage les gouvernements africains et la communauté internationale à mettre plus d'efforts et d'investissements dans le système éducatif africain.

L'Internationale libérale se réjouit de l'accord de paix atteint au Kenya entre le Président Mwai Kibaki et le chef de l'opposition Raila Odinga. L'Internationale libérale croit que l'accord aura un rôle important dans la promotion de la paix et de la stabilité dans la région après le conflit post-électoral et demande à tous les signataires de respecter l'accord.

L'Internationale libérale se réjouit du pacte de paix entre le Soudan et le Tchad censé en finir avec les attaques rebelles frontalières dans la région qui inclut le Darfour. Le congrès note l'importance de l'accord afin d'accomplir la paix et la stabilité à la frontière Soudano-Tchadienne et demande à tous les signataires de respecter l'accord.

Le congrès déplore la violence et les graves violations des droits de l'homme au Darfour et invite la communauté internationale à rester vigilante en assurant la réalisation des droits de l'homme dans cette région. Le déploiement de forces de maintien de la paix par l'Union Africaine doit être rapide et efficace afin d'éviter davantage de souffrance humaine. Nous sommes fortement préoccupés par les conséquences du rôle peu constructif que la Chine a joué dans la crise du Darfur, Soudan.

L'Internationale libérale est préoccupée par la situation politique et sécuritaire alarmante au Tchad et invite le gouvernement à respecter des droits de l'homme, l'État de droit et les principes démocratiques.

Le congrès demande que des pressions internationales soient appliquées pour encourager un changement démocratique en Guinée équatoriale afin d'améliorer la stabilité politique et sociale du pays. De plus, l'IL soutient l'envoi d'une mission internationale aux élections présidentielles de mai 2008 qui y auront lieu.

L'Internationale libérale demande la dépolitisation de l'armée congolaise et de sa police, et appelle le gouvernement congolais à réinstitutionnaliser la liberté d'expression et la liberté de presse. L'extirpation de la corruption à tous les niveaux de gouvernement et dans les forces de sécurité de la RD du Congo est absolument essentielle, à l'échelle nationale, provinciale et locale. L'IL invite également les libéraux à continuer à lutter ensemble contre le pillage systématique des ressources naturelles en RD Congo, et en Afrique généralement, qui continue à appauvrir les populations africaines. En même temps, nous encourageons toutes les parties à travailler à l'exécution de l'accord de paix qui vise à mettre un terme à la violence et au carnage en Afrique qui a réclamé des centaines de milliers de vies civiles innocentes.

L'Internationale libérale condamne l'exclusion des observateurs internationaux sur la base de leur nationalité lors des élections présidentielles au Zimbabwe en 2008. Des élections libres, justes et transparentes, accompagnées par une transition pacifique du pouvoir, sont l'une des pierres angulaires d'une démocratie établie. La situation grave du Zimbabwe, telle que la mauvaise gestion de l'économie, les abus répétés des droits de l'homme et le harcèlement de l'opposition démocratique, peut être renversé seulement par une gouvernance ouverte et démocratique,

basée sur un État de droit. Nous demandons au secrétaire général Ban Ki-moon des Nations Unies à voyager personnellement au Zimbabwe et à réclamer la publication et le respect des résultats des élections. En outre, l'IL demande que les pays voisins et particulièrement l'Afrique du Sud condamne sans équivoque l'interférence flagrante de Robert Mugabe dans le processus démocratique.

Préoccupé par la diffusion des conflits armés, l'Internationale Libérale demande à la communauté internationale et aux parties concernées d'investir dans le développement de la démocratie et des droits de l'homme afin d'empêcher les conflits ethniques et religieux à travers le continent africain (comme au Soudan ou lors des événements récents au Kenya).

Le congrès ayant noté l'utilisation des soldats d'enfant exige que tous les pays appliquent immédiatement et sans tarder la convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant.

Europe

L'Internationale libérale se réjouit de la signature du Traité de Lisbonne visant la réforme des structures de l'Union européenne pour plus d'efficacité, de transparence et la rapprocher du citoyen. L'IL espère que la ratification du Traité sera prompte et sans heurt, réalisant ainsi le processus lancé avec le Traité de Rome en 1957. Le congrès se réjouit également de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'UE l'année dernière. L'IL croit que les réformes prévues dans le Traité de Lisbonne assureront que les élargissements futurs de l'Union avec l'entrée des états balkaniques occidentaux et d'autres pays aspirants seront non seulement possibles mais également réussis, si les candidats peuvent répondre aux critères de Copenhague.

De plus, l'IL attend des Etats membres qu'ils travaillent vers une conception rapprochée dans les domaines de la politiques étrangère et des politiques de sécurité communes, notamment en soumettant des secteurs tels que le contrôle aux frontières au commandement de l'Union et non de chaque État. Afin d'être un acteur international crédible, l'Union doit fonctionner dans ces secteurs comme une seule entité et non pas comme une série d'acteurs indépendants.

Le congrès se réjouit de l'introduction d'un soutien aux partis politiques européens et aux bases politiques européennes par l'Union européenne. L'existence et le soutien de sujets légaux européens contribueront fortement au renforcement des principes démocratiques au niveau communautaire et augmenteront la participation des citoyens aux processus d'intégration européenne. L'IL recommande le travail du parti ELDR et du groupe ALDE au Parlement européen pour leur rôle important sur le continent européen entier et leur exprime son soutien pour les élections européennes de 2009.

L'Internationale libérale félicite le Premier Ministre sortant Belge Guy Verhofstad pour la conduite visionnaire et libérale de son pays au cours des ans, ainsi que lors de la période de 9 mois après les élections durant laquelle les élites politiques belges ont eu des difficultés à créer un nouveau gouvernement de coalition. Pendant cette période, la Belgique a clairement montré qu'un État doté d'institutions fortes et fonctionnelles et un bon gouvernement peuvent surmonter n'importe quel trouble politique.

L'IL insiste que la place de la Serbie est au sein des institutions européennes, étant donné qu'une grande majorité des citoyens serbes partagent les mêmes valeurs que les citoyens des Etats membres de l'UE et de l'OTAN.

Le congrès exprime l'espoir que le gouvernement serbe adoptera une approche favorable à l'Union Européenne et entamera le processus d'accession à l'UE, tout en mettant en place un système démocratique basé sur les valeurs démocratiques libérales et la transparence.

L'IL voudrait aussi souligner de récents problèmes en Serbie, notamment la destruction du siège social du parti Démocrate Libéral de Serbie, comme exemple des progrès qui restent à accomplir.

L'IL demande aux gouvernements à travers le monde de rejoindre le nombre toujours croissant de pays qui ont soutenu l'indépendance de l'État du Kosovo déclarée en février 2008. Conduite dans la justice et légalité, et selon le plan Ahtisaari, cette déclaration d'indépendance est un cas unique. Il ne s'agit pas d'une déclaration d'indépendance unilatérale et ne devrait pas être comprise ainsi. Elle suit le protocole du droit international tel qu'appliqué par les Nations Unies.

L'expansion continue de l'OTAN comme caution de la stabilité régionale est fortement soutenue par l'Internationale Libérale. L'invitation de l'Albanie et à la Croatie lors du sommet d'OTAN est une décision bienvenue. Cependant, nous sommes très préoccupés par le veto Grec à l'adhésion de la Macédoine qui pourrait avoir des conséquences négatives dans la région. La Macédoine devrait être admise à l'OTAN sans conditions additionnelles qui compromettraient son identité et son droit d'exister. L'IL est convaincue que l'intégration dans l'OTAN des autres états candidats comme la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, le Montenegro et l'Ukraine contribuera à une démocratisation et une stabilisation plus poussée du continent européen. S'ils répondent aux critères du plan d'action d'adhésion (MAP), leur adhésion ne concerne que les pays de l'OTAN et les candidats, et la Russie n'a pas à y intervenir. Le principe Russe du soi-disant « proche voisinage » (Near Abroad) ne doit pas être reconnu.

L'Internationale libérale condamne le régime d'Alexandre Lushenko de Biélorussie pour sa campagne continue de répression (particulièrement, mais non limité à, la suppression des libertés politiques des jeunes activistes et des étudiants). L'IL reste préoccupé par les déficits démocratiques ; les manipulations électorales ; la persistance de violations des droits de l'homme. Le congrès doit approuver complètement les actions d'activistes indépendants et libéraux (comme par exemple Aliaksandr Milinkevich, lauréat du Prix LI pour la Liberté en 2007).

L'Internationale Libérale est préoccupée par la situation économique et politique en Moldavie, une des nations les plus pauvres d'Europe. LI demande au gouvernement communiste de continuer ses réformes et de continuer à travailler afin de mettre en application certains aspects de la Politique Européenne de Voisinage afin de pouvoir rejoindre l'Union Européenne.

Le problème de Chypre doit être rapidement résolu. L'IL regrette que beaucoup de temps ait été gaspillé dans la résolution de ce problème. Tout en reconnaissant le climat positif qui existe au sein de la communauté turque sur l'île, l'IL demande aux deux côtés de reprendre les discussions sous les auspices de l'ONU afin d'en finir avec les décennies de division sur l'île.

Le LI demande au congrès de soutenir les efforts de l'Organisation pour la Coopération et la Sécurité en Europe, et plus particulièrement leurs tentatives de surveillance des élections dans un certain nombre de pays. Leurs actions aident à assurer la transparence du processus démocratique, particulièrement dans les pays qui appartiennent à la Communauté des États indépendants.

Le LI voudrait attirer l'attention du congrès sur le fait que si le processus électoral dans chaque nation européenne n'est pas entièrement démocratique, des organismes transparents comme l'OSCE et le Conseil de l'Europe doivent recevoir l'appui international nécessaire pour intervenir en termes politiques. L'élection russe récente, qui a virtuellement restreint l'accès au observateurs de l'OCDE, a été entachée par l'empêchement des candidats d'opposition de participer aux élections, une couverture médiatique des candidats biaisée, et l'intervention de la police contre les manifestations. L'IL demande au congrès d'appliquer les pressions nécessaire afin d'assurer la mission des observateurs des élections pour assurer la protection des droits démocratiques des citoyens, ainsi que la sécurité domestique et internationale. L'objectif doit être l'obtention de gouvernements véritablement représentatifs partout en Europe et à travers le monde.

Amériques

L'Internationale libérale demande la libération de tous les détenus étrangers de Guantanamo Bay. L'IL trouve l'utilisation continue de méthodes de torture cruelles et peu communes aux USA comme entièrement inacceptables. L'IL demande aux Etats-Unis de rendre les conditions de

détention à Guantanamo Bay conformes aux normes juridiques internationalement reconnues, à appliquer les articles 4 et 5 de la troisième convention de Genève et à libérer immédiatement les non-combattants qui ne sont pas chargés de crimes. Des règles internationales concernant le statut des combattants qui ne sont pas couverts par les conventions de Genève sur les prisonniers de guerre doivent être développées.

L'IL exprime son soulagement suite au départ du dictateur Cubain Fidel Castro du commandement de l'État après plusieurs décennies et continue à demander la mise en place d'une vraie démocratie pour Cuba. Nous espérons que la nomination de Raul Castro mènera à plus de transparence, de valeurs démocratiques, et à un gouvernement qui puisse être tenu responsable, mais il reste à savoir dans quelle mesure sa rhétorique se traduira en la mise en place d'une démocratie légitime.

L'IL croit que les sentences lourdes imposées aux dissidents Cubains non-violents - dont les seuls crimes sont d'avoir un avis différent de celui du gouvernement et d'être en contact avec les diplomates américains - sont injustifiées et draconiennes. Ces arrestations sont déplorables, et nous demandons avec insistance au gouvernement cubain de libérer ces dissidents immédiatement. À moins d'être corrigées, les actions récentes du gouvernement cubain ne feront que miner les efforts d'augmentation des contacts entre Cuba et la communauté internationale.

L'IL condamne les actions des FARC et le conflit entre l'Equateur et la Colombie. Il n'y a aucun doute possible : le gouvernement de l'Equateur n'a pas arrêté la diffusion de FARC au delà de ses frontières, ce qui a causé de nombreuses violations des libertés en Colombie. L'échec de l'Equateur à empêcher les activités de ce groupe de guérilleros menace les institutions démocratiques de Colombie. Les libéraux à travers le monde doivent demander aux deux pays de faciliter le dialogue.

L'IL est préoccupée par la propagation continue du nationalisme et du populisme au Venezuela sous le régime de Chavez, ainsi que dans le reste de l'Amérique latine. Hugo Chavez mène actuellement la charge du populisme de gauche en Amérique latine. L'Internationale libérale reconnaît que la réapparition du populisme est un problème qui touche sérieusement l'Amérique Latine, et la collaboration de la société civile et des investisseurs privés est la seule manière de lui faire face. Le comportement des dirigeants de la Bolivie et du Nicaragua sont des menaces à la gouvernance démocratique.

Moyen-Orient

À travers le Moyen-Orient, les populations continuent de souffrir de l'oppression par des États autoritaires leur refusant la liberté de parole, la liberté religieuse, l'État de droit et les principes démocratiques. L'Internationale Libérale demande aux dirigeants de la région de légaliser les partis politiques, la société civile et les mouvements sociaux, les ONG et autres organisations en leur permettant de participer pleinement à des élections libres, transparentes et justes afin de construire des démocraties pluriformes à travers la région.

L'Internationale libérale regrette la décision des gouvernements à travers le Moyen-Orient de s'opposer à l'utilisation de leur liberté de parole par les représentants démocratiquement élus des nations occidentales qui critiquent la religion. Nous croyons en la liberté fondamentale de croyance religieuse pour chaque individu, mais nous défendons également et sans concession le droit des individus à s'exprimer librement sur tous les sujets. L'Internationale Libérale demande à ses membres de défendre la liberté d'expression comme l'un des droits de l'homme les plus essentiels, qui dans les sociétés démocratiques et libres ne peut être limité que par des cours indépendantes sur la base de la loi. Etant donnée la séparation de l'État et de la religion, la liberté religieuse est, comme la liberté d'expression, un droit de l'homme essentiel dans les limites de la loi et ne peut jamais être employée comme telle pour diminuer la liberté d'expression.

L'Internationale libérale invite les dirigeants de l'Iran à retirer leur soutien au Hezbollah, à cesser clairement d'enrichir l'uranium et à satisfaire toutes les demandes de la communauté internationale en matière de transparence au sujet de son programme nucléaire, et de permettre

la tenue d'élections démocratiques et libres qui puissent être surveillées par des observateurs internationaux indépendants.

L'Internationale libérale croit que le seul moyen de résoudre le conflit entre les Israéliens et les Palestiniens passe par des moyens pacifiques, et que seuls les Israéliens et les Palestiniens eux-mêmes peuvent trouver une solution au conflit. Nous déplorons la récente montée subite de la violence dans les territoires Israéliens et Palestiniens.

L'Internationale Libérale déclare qu'Israël a le droit à l'autodéfense en tant qu'État souverain contre les attaques terroristes quotidiennes dirigées particulièrement contre les populations civiles. Israël a le droit d'agir militairement afin d'arrêter ces attaques dont le régime terroriste du Hamas dans le territoire de Gaza est particulièrement responsable. Cependant, cette réponse militaire ne devrait pas dépasser ce qui est essentiel pour son autodéfense. Israël devrait s'abstenir d'agrandir ou de soutenir les colonies en dehors des frontières de 1967, et accepter le désir des Palestiniens d'avoir leur propre État indépendant.

L'Internationale libérale demande aux Palestiniens de mettre fin à leurs attaques aveugles par grenade sur les villes et les villages israéliens ainsi que les attaques terroristes contre les civils Israéliens, les juifs et les institutions juives à travers le monde, et leur demande d'accepter l'existence de l'État d'Israël et de respecter sa légitimité comme terre d'accueil pour les juifs.

Résolution pour l'interdiction des persécutions et discriminations sur la base de l'orientation sexuelle

Le congrès de l'Internationale Libérale,

- alors que les instruments internationaux et régionaux des droits de l'homme affirment la dignité de tous les êtres humains, leur égalité et interdisent des discriminations,

- alors que les droits des populations LGBT font partie des droits de l'homme, ainsi que le prévoient les Principes de Yogyakarta rédigés par un comité international d'experts des droits de l'homme ;

- alors que des personnes sont encore exécutées, criminalisées, persécutées et discriminées à travers le monde sur la base de leur orientation sexuelle ;

- alors que dans 7 États les actes homosexuels sont encore punis par la peine de mort, dans 77 États ceux-ci sont criminalisés et punis par des peines de prison, tandis que certains États financent des campagnes haineuses envers les populations LGBT souvent dirigées par des personnalités publiques ou religieuses ;

- alors qu'à travers le monde des persécutions et les discriminations menées par des acteurs non-gouvernementaux ont lieu dans la société, et alors que l'absence de lois anti-discriminations et de soutien rendent impossible aux individus concernés de trouver une solution,

- alors qu'un nombre croissant d'États et de corps internationaux promeut l'égalité pour les populations LGBT au travers de législations progressives telles que la reconnaissance d'union entre individus de même sexe, et la lutte contre l'homophobie par l'éducation et les mesures législatives contre les discriminations;

- alors que les libéraux défendent les droits de l'homme et les différentes libertés dans toutes les sphères de la vie, notamment les intrusions illégitimes des autorités dans la vie privée;

1. demande aux partis membres d'agir à tous les niveaux (international, régional, national et local) afin d'assurer que:

a) Les persécutions et les discriminations d'État basées sur l'orientation sexuelle, telles que les lois prévoyant la peine de mort ou la pénalisation des actes d'homosexuel, soient instamment révisées et abrogées ;

b) les persécutions et discriminations basées sur l'orientation sexuelle perpétrées par des acteurs tiers soient poursuivies et punies par les autorités, et que les droits de l'homme des militants et des défenseurs de l'égalité pour les LGBT soient protégés et soutenus, par exemple lors de manifestations publiques;

c) l'égalité pour les populations LGBT soit favorisée dans le domaine public par des mesures et des programmes anti-discrimination, d'éducation et de campagnes dans les médias ;

d) l'asile soit accordé aux personnes qui risquent des persécutions et la mort en raison de leur orientation sexuelle;

e) leurs actions en faveur de l'égalité et de condamnation et pression sur ces États qui persécutent et discriminent contre les populations LGBT soient coordonnées au niveau international et favorisent une initiative de l'ONU ayant pour objectif l'adoption de textes interdisant les persécutions et les discriminations basées sur l'orientation sexuelle, ainsi que l'extension du droit de regroupement familial aux couples de même sexe.

f) ils adhèrent à la journée internationale contre l'homophobie célébrée dans un nombre croissant de pays le 17 mai.

Résolution concernant la liberté d'expression

Le congrès de l'Internationale libérale,

Réaffirmant l'importance de la liberté d'expression, telle que garantie en vertu du droit international par de nombreux instruments des droits de l'homme, notamment en vertu de l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et de l'article 3 du Manifeste d'Oxford

Considérant que la liberté individuelle d'expression est l'un des principes les plus fondamentaux du libéralisme, comme décrits par de grands penseurs libéraux tels que Voltaire et John Stuart Mill, également et particulièrement lorsqu'il s'agit d'exprimer des opinions divergentes

Insistant que la liberté de parole est un aspect inhérent à la démocratie, et que la suppression ou la limitation ex-ante de ce droit affaiblit les sociétés démocratiques ; la décision d'exprimer une opinion repose dans l'individu ayant cette opinion, reconnaissant que des limites légales à la liberté d'expression existent, mais que ces obstacles légaux devraient être restreints au minimum.

Considérant que la liberté d'expression sert à protéger tout type d'expression de principes religieux et de vie, particulièrement ceux de minorités.

Reconnaissant que, selon le rapport annuel du PNUD de 2007 et l'Index de Liberté économique du Wall Street Journal en 2008, l'adhésion aux principes de la liberté d'expression et aux autres principes démocratiques crée des conditions favorables au développement économique et la prospérité des citoyens

Également préoccupés par l'utilisation de répercussions contre des pays dont les citoyens ont utilisé leur liberté d'expression par certains gouvernements comme argument pour dissuader l'expression de leur opinion par les individus au lieu d'utiliser les réponses tumultueuses à travers le monde comme opportunité pour souligner l'importance de la liberté d'expression et demander à tous les pays d'embrasser ce principe.

Également préoccupé par l'encouragement cynique que des fondamentalistes religieux ont donné à ces répercussions largement disproportionnées face à la publication d'opinions:

a. Considérer que cette résolution fait office de déclaration de la volonté des partis libéraux à travers le monde de favoriser et défendre les droits de chaque individu de parler, écrire et s'exprimer librement sur n'importe quel sujet

b. Maintenir la discussion sur la liberté d'expression avec ceux qui essayent de la limiter à propos de la valeur et importance de ce droit pour la démocratie et le développement économique

c. Demande à leurs gouvernements de s'abstenir d'imposer d'autres restrictions à la liberté d'expression dans des circonstances de l'incertitude et de supprimer toute législation existante qui impose des restrictions injustifiées à la liberté de parole

d. Demande à leurs gouvernements de s'engager à encourager la solidarité avec les pays faisant respecter ces droits à leur propre détriment (par exemple dans le cas des boycotts) tout en ne tolérant pas les pays qui limitent la liberté d'expression de leurs propres citoyens par mesure préventive.

e. Demande aux populations de faire un usage responsable de leur liberté d'expression

f. Demande à tous les gouvernements de ne pas décourager ni faire pression de quelque manière que ce soit pour limiter l'exercice du droit à la liberté d'expression de qui que ce soit (de leurs propres citoyens comme de ceux qui ne le sont pas)

Résolution concernant le changement climatique

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a conclu que le changement climatique est en train de se produire, qu'il est causé par l'activité humaine et qu'il aura des conséquences graves pour la vie sur terre à moins que les émissions globales des gaz à effet de serre soient sensiblement réduites durant les deux à trois décennies suivantes, et par 75 à 90 pour cent avant 2050. L'UE s'est donné pour tâche de réduire les émissions de dioxyde de carbone avant 2020 par 20-30 pour cent. Le Rapport Stern conclut que les avantages de mesures fortes et préventives de luttés contre le changement climatique sont bien plus importants que les coûts de l'inaction.

L'inaction, d'autre part, est à la fois risquée - puisque nous ne connaissons pas toutes les conséquences d'une brusque augmentation de la température - et rendra également la lutte contre le changement climatique et l'adaption à l'augmentation de la température bien plus difficiles. Ainsi, l'inaction peut être à l'origine de changements irréversibles des conditions de la vie sur terre, et pourrait provoquer une demande pour des mesures plus fortes qui feraient fi des principes libéraux et des droits démocratiques.

Ceux qui émettent des gaz à effet de serre doivent en payer le prix, c'est-à-dire que le principe du pollueur-payeur devrait guider les politiques libérales dans ce domaine. Le marché est un outil puissant pour réaliser ceci, et il est donc nécessaire d'inclure des coûts pour le climat dans un certain nombre d'activités économiques et d'encourager l'utilisation de méthodes de production innovantes consommant moins d'énergie. Ceci nécessite la mise en place de mesures telles que la taxe sur l'émission de dioxyde de carbone et un marché de permis d'émission. L'établissement d'un marché de permis d'émission est une mesure importante de réduction des émissions globales. L'Internationale Libérale demande à tous les gouvernements de collaborer à ce sujet.

L'Internationale libérale croit que le problème du changement climatique doit être résolu par un accord global sur le climat qui inclue tant les émetteurs principaux - comme l'Europe et l'Amérique du Nord - et ceux dont les émissions sont en pleine augmentation - comme la Chine et l'Inde. Un tel accord doit également évaluer le coût des émissions de dioxyde de carbone et aboutir à une réduction des émissions en conformité avec les recommandations du GIEC.

En lien avec l'augmentation de leur prospérité au cours des 200 dernières années, « les pays industriels » traditionnels sont les principaux responsables du changement climatique que nous essayons d'arrêter. En conséquence, les pays industriels doivent être disposés à supporter une partie importante des coûts de la lutte contre le changement climatique, du lancement de programmes de recherche et de développement, de l'investissement dans de meilleures pratiques, ainsi qu'à prendre la direction des négociations internationales. Puisqu'une majorité de la population mondiale vit dans le monde non industriel, et n'a profité de l'élévation globale du niveau de prospérité, les pays industriels doivent prouver qu'il est possible que tous les pays séparent la croissance des émissions de la croissance économique, l'augmentation du niveau de vie, et du développement social. Pour réaliser ceci il est nécessaire d'explorer exhaustivement toutes les manières possibles de produire une énergie renouvelable et sans émission de dioxyde de carbone.

L'Internationale libérale demande à tous les gouvernements de jouer un rôle actif dans les efforts internationaux afin d'ouvrir la voie à un objectif international de 30 pour cent, et de viser un engagement correspondant à une réduction de 30 pour cent de l'émission globale de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport au niveau de 1990.

Résolution concernant des prix de denrées alimentaires

Le congrès note avec inquiétude l'augmentation rapide du prix des produits de l'agriculture à travers le monde et l'effet disproportionné que cela a sur les populations les plus pauvres, en particulier dans les pays en cours de développement. Cependant, le congrès s'inquiète aussi de l'effet qu'une augmentation de l'approvisionnement en produits agricoles a dès à présent, menaçant d'importants puits de carbone ainsi que la biodiversité, et pense que des solutions soutenables sont nécessaire.

Le congrès croit qu'une part significative du problème est le résultat d'un manque d'action combiné à des politiques inadéquates menées par les gouvernements tant des pays développés que des pays en voie de développement, et que ni la sécurité ni la durabilité des approvisionnements alimentaires ne peuvent être ignorées.

Le congrès reconnaît que:

une partie de cette élévation des prix est due à l'abandon des subventions à l'exportation par le monde développé et que des niveaux des prix inférieurs au coût de production étaient insoutenables sur le long terme.

une part importante de l'élévation récente des prix a été due à un accroissement des besoins lié à un changement de régime alimentaire dans un nombre important de pays en voie de développement en lien direct avec une augmentation de la richesse.

les coûts de production ont aussi augmenté, principalement suite à l'augmentation du coût de l'énergie et en conséquence à l'augmentation du prix des engrais.

une grande partie de l'augmentation des prix est due à de mauvaises récoltes à travers le monde qui ont diminué l'offre.

les préoccupations liées au changement climatique et à la raréfaction du carburant ont mené à une augmentation de l'utilisation des surfaces agricoles dans des visées non-alimentaires les subventions d'exportation ont endommagé les industries agricoles dans les pays en voies de développement et ceux dont l'économie est principalement orientée vers l'export et ont diminué leur capacité à répondre aux manques actuels.

Le congrès demande donc aux partis membre de l'Internationale Libérale de faire pression au niveau national et international afin de:

Mettre fin aux subventions pour les cultures de maïs destinées aux bio-carburants aux Etats-Unis qui altèrent le marché.

Mettre fin immédiatement au stockage dans l'UE, comme proposé par le « contrôle de santé » actuel de la PAC.

Introduire et promouvoir des mesures d'efficacité énergétique et de conservation afin de réduire la demande de carburant, ramenant de ce fait la quantité de terre détournée de la production alimentaire vers les bio-carburants.

Mettre fin aux mesures de contrôle des prix qui réduisent artificiellement les coûts des agriculteurs, car celles-ci ne servent qu'à réduire les incitations de production, réduisant ainsi l'approvisionnement alimentaire pour finalement augmenter encore les prix.

Mettre en avant à nouveau les programmes d'aides des principaux donateurs du monde (en particulier les Etats-Unis et l'UE) pour la production alimentaire, le stockage et les infrastructures qui leurs sont liées, afin de stimuler une agriculture durable dans les pays en voie de développement.

Pousser la Banque Mondiale à soutenir et favoriser les filières efficaces de crédits aux petits fermiers dans le monde en voie de développement, combiné avec des conseils et des formations pour leur permettre d'investir en rendant leurs fermes plus productives.

Etablir des critères de certifications robustes et reconnus à l'échelle internationale pour la biomasse et les bio-carburants, basés sur une diminution de la production de dioxyde de carbone et la protection des habitats naturels.

Donner naissance rapidement à un accord international afin de protéger les habitats naturels et les puits de carbone de la destruction motivée par la production alimentaire ou d'autres buts.

Concentrer les efforts de recherche et de développement sur les moyens efficaces et soutenables de production de nourriture et de bioénergie.

Concentrer les efforts sur les combustibles organiques de seconde génération, comme ceux faits à partir de déchets ou de résidus agricoles

Favoriser l'adoption par tous les gouvernements de nouvelles technologies qui ont fait leurs preuves.

Résolution sur la résolution des conflits

Etant donné toutes les résolutions précédentes civiles du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU et les dispositions concernant la protection des populations qui apparaissent dans les instruments des droits de l'homme

Etant donné la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)

Etant donné la résolution 1325 du Conseil de Sécurité du 31 Octobre 2000 concernant les femmes, la paix et la sécurité

Etant donné que la résolution 1325 reconnaît les effets disproportionnés de la guerre et des conflits armés sur les femmes

Etant donné que toutes les formes de violence en zone de conflit commises contre les populations civiles affectent plus particulièrement les femmes et les enfants, enfreignant sérieusement le droit humanitaire international, en particulier les dispositions des Accords de Genève du 12 Août 1949

Etant donné que la persistance des conflits d'un nombre important de régions du monde reste préoccupante

Etant donné que, pour les femmes, la compréhension mutuelle, la co-existence pacifique et la non-violence dans la résolution de différends sont naturellement et profondément ancrés dans leur conscience et sont des principes inviolables des droits de l'homme

L'IL note que :

Les femmes, étant les principales victimes civiles des conflits et des guerres, doivent recevoir un rôle actif dans la gestion des conflits

Les femmes doivent participer à la diplomatie, la résolution des conflits, la construction de la paix après les conflits, la prévention de conflits, les débats et les activités dans toutes les institutions publiques ou civiles, à tous les niveaux, et à travers le monde.

Les femmes qui prennent part à la prévention et la résolution de conflit et toute autre mesure de construction de la paix doivent bénéficier de financements et de programmes de soutiens afin de pouvoir exercer correctement les activités mentionnées

Les administrations et les institutions au niveau national et international doivent inclure des budgets de construction de la paix dans leurs finances publiques

Les femmes qui prennent part à la prévention et la résolution de conflit et toute autre mesure de construction de la paix doivent bénéficier de mesures de sécurité appropriées afin de les protéger de menaces ou de violences à leur rencontre.

Les partenariats et les échanges entre les organisations de femmes est très important afin de renforcer la présence des femmes dans la construction de la paix.

L'IL demande à toutes les institutions concernées :

Pays, gouvernements, institutions et compagnies régionales, nationales et internationales, partis politiques, ONG et l'ensemble de la société civile d'appliquer la résolution 1325 en faisant tout pour mettre en place des Plans d'Action Nationale consolidés de gestion de la prévention des conflits, résolution des conflits et construction de la paix suite aux conflits, afin de garantir l'attention, la reconnaissance, et le soutien systématiques au rôle des femmes dans ces situations.

Résolution de la crise mondiale de la population

Le 55^e Congrès de l'Internationale Libérale,

Prenant note que

- (1) La population humaine mondiale, actuellement d'environ 6,7 milliard, est plus du double de ce qu'elle était en 1960, et continue d'augmenter à un taux d'environ 1,5 millions supplémentaires par semaine ;
- (2) Ce taux de croissance menace la durabilité des ressources mondiales ;
- (3) L'augmentation de la population peut rendre les populations esclaves de la pauvreté
- (4) Les conditions sanitaires de reproduction sont la cause principale de mort et de maladies des femmes en âge de procréer à travers le monde ; et au moins 200 millions de femmes souhaiteraient planifier leur familles ou espacer leurs enfants, mais n'ont pas accès à des techniques de reproductions sûres et efficaces ;

Rappelant que le 54^e Congrès de l'Internationale Libérale à Marrakech en 2006 :

- (A) a réaffirmé l'impératif absolu, à l'aube du 21^e siècle, d'augmenter le niveau de vie des populations extrêmement pauvres, en particulier cette moitié de la population mondiale qui lutte pour survivre avec moins de 2\$ par jour
- (B) a réaffirmé son implication pour les huit Objectifs du millénaire pour le développement qui furent adoptés par 189 nations lors du Sommet du Millénaire pour le développement en 2000, qui incluent l'éradication de la pauvreté extrême et de la faim, l'éducation et l'autonomisation des filles et des femmes, l'amélioration de la santé des mères et de leurs enfants, et l'assurance d'un environnement durable ;
- (C) a reconnu que certaines pratiques culturelles ou religieuses dans la société peuvent empêcher la contribution des femmes ;
- (D) a reconnu qu'une croissance extrême de la population met une pression énorme sur les terres agricoles et les ressources nutritionnelles et environnementales disponibles;
- (E) a recommandé autant la liberté de choix pour les individus qu'un traitement équitable de tous les citoyens et résidents, et la non-discrimination ;

Croyant que :

- (a) Afin d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, et plus particulièrement l'éradication de la pauvreté et de la faim extrêmes, les problèmes de croissance de la population et de santé et de droits sexuels et reproductifs doivent aussi être traités ;
- (b) En particulier, le taux de consommation des ressources mondiales actuel est en contradiction avec les Septième Objective du Millenium pour le Développement, c'est-à-dire la durabilité environnementale ;
- (c) Il est vital de renverser la tendance à l'accroissement exponentiel de la population humaine mondiale si l'on veut réaliser des progrès réels sur les

Objectifs du Millénum pour le développement, l'amélioration du niveau de vie de tous, et afin de diminuer les menaces d'augmentation de la violence, des épidémies et de famine ;

- (d) Les parents ont le droit et la liberté de choisir de planifier leur famille, et ainsi d'améliorer leur santé et leur qualité de vie, mais la demande en éducation, planning familial et services de santé procréatrice n'est pas comblée ;
- (e) Là où de tels besoins existent, des grossesses non-voulues peuvent être un obstacle à l'égalité des genres et, par conséquence, à la justice sociale, à la croissance économique et à durabilité de l'environnement ;

Demande aux partis membre de l'Internationale Libérale de pousser leur gouvernements à:

- (1) Promouvoir fortement l'éducation des filles et des femmes ;
- (2) D'offrir un accès complet à l'ensemble des services de planning familial et de santé sexuelle et reproductrice à tous ceux qui souhaitent accéder à ces services ;
- (3) A défendre et faire avancer l'égalité des genres et à éliminer toute forme de discrimination, de coercition et de violence envers les femmes.

Résolutions sur le changement climatique

Le 55^e Congrès de l'Internationale Libérale note :

Que selon le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat publié le 2 Février 2007, il est à présent certain à 90% que certaines activités humaines depuis 1750 ont réchauffé notre planète.

- Que tandis que toute tentative possible doit être essayée afin de diminuer le changement climatique, en réalité une certaine quantité de réchauffement est déjà emprisonnée dans le système climatique en raison des émissions qui ont déjà eu lieu ;

Notant aussi :

- l'inquiétude croissante face au peu de temps dont de nombreuses communautés et écosystèmes bénéficieront pour s'ajuster aux nouvelles conditions ;
- que les pertes économiques dues à des événements climatiques extrêmes ont déjà lieu, et augmenteront probablement dans le futur ;
- que l'Organisation Mondiale pour la Santé estime que le changement climatique est déjà responsable de 150 000 morts par an
- que les pires effets du changement climatique se feront sentir dans le monde en cours de développement, en particulier en Afrique ;
- que le changement climatique menace autant la sécurité alimentaire que celle de l'approvisionnement en eau dans le monde en cours de développement ;
- que les effets du changement climatique vont réduire la capacité de nombreux pays d'atteindre les Objectifs du Millénaire de l'ONU

Notant aussi :

- que « l'adaptation » fait principalement référence aux mesures qui diminuent les vulnérabilités qui émergent en conséquence des effets négatifs du changement climatique.
- Que tandis que la mitigation est principalement un problème global, l'adaptation est un problème local ou régional, et donc que l'adaptation doit être différente selon les parties du monde ;
- Que les pays ou communautés les moins aptes à s'adapter sont les plus vulnérables au changement climatique ;
- Que les coûts de l'adaptation seront de 28 à 67 milliards de dollars par an d'ici 2030
- Qu'actuellement le Fonds pour l'Adaptation, créé à partir d'un impôt sur les projets de Mécanismes de Développement Propre, est estimé à seulement 36 millions de dollars par an seulement, et ne devrait augmenter de moins de 300 millions de dollars par an d'ici 2012. Ainsi, il y a un manque important de financement, puisque le Fonds d'adaptation actuel ne contribuera qu'à 1% des fonds nécessaires pour aider le monde à s'adapter au changement climatique qui a de grandes chances de se produire.

Décidons par la présente :

- Que l'adaptation au changement climatique en conjonction au développement durable doivent avoir la même importance que la mitigation lors d'un accord sur le climat pour l'après 2012
-
- Que le financement pour l'adaptation des pays en voie de développement doit être financé majoritairement par les pays développés qui sont responsable de la plus grande partie du changement climatique d'origine humaine ;
- Que les pays développés doivent envisager de s'engager dans des financements obligatoires du Fond d'Adaptation basés sur leur possibilités respectives de financement
- Que le financement pour les mesures d'adaptation des pays en voie de développement s'ajoute aux aides au développement déjà existantes